

Grèce : confesser un péché pour fauter à nouveau*

Michel Husson, *Le progrès social*, 3 septembre 2016

Alors que la Grèce est soumise à un « memorandum » aussi destructeur que les deux précédents, un récent rapport du Bureau indépendant d'évaluation du FMI est venu cet été confirmer l'analyse de la Commission pour la vérité sur la dette grecque ().*

Violation des statuts

En 2010, la Grèce, confrontée aux taux d'intérêt exorbitants exigés par les marchés, fait appel au FMI, à la BCE et à la Commission européenne : c'est la naissance de la « Troïka » puis la conclusion du premier memorandum, qui impose un plan d'austérité démentiel. Or les statuts du FMI ne l'autorisait à prêter à un pays que si sa dette était jugée soutenable « avec une forte probabilité ». En mai 2010, une réunion du Conseil d'administration est mise devant le fait accompli :



« Doc Schäuble » et Christine Lagarde

alors même que la direction du FMI reconnaît qu'il est « difficile d'affirmer catégoriquement [cette] forte probabilité », le feu vert est donné. Cette violation des statuts avait été obtenue sous la pression des banques créancières. Elles étaient relayées du côté français par Christine Lagarde à Bercy, et par DSK, alors directeur du FMI, mais aussi futur candidat à la présidentielle. Les banques avaient promis qu'elles « feraient le job ». En réalité, elles ont pu se défaire de leurs titres grecs, avec l'aide de la BCE. Cela confirme l'analyse de la Commission pour la vérité sur la dette grecque : l'accord de 2010 « visait en premier lieu à sauver les banques privées grecques et européennes et à permettre aux banques de réduire leur exposition aux titres publics grecs ».

Prévisions extravagantes

Les prévisions du FMI étaient dès le départ d'un optimisme extravagant et elles ont été constamment démenties par les faits. Ces erreurs grandioses constituent un record. mais s'agit-il vraiment d'« erreurs » ? Non, parce qu'elles étaient justement trop prévisibles : dès 2010, plusieurs représentants au FMI (Argentine, Brésil, Inde, Suisse, notamment) avaient averti des effets destructeurs à attendre d'un tel programme. Le FMI a tout fait pour trouver les résultats escomptés. On le voit bien en analysant ses prévisions successives : elles se décalent dans le temps sans intégrer les écarts de prévision précédents. Plutôt que d'erreurs techniques, il faut parler d'un choix politique consistant à s'aligner sur les « partenaires » européens, quitte à faire tourner les modèles à l'envers.

* pour un récit plus détaillé, voir « [Grèce : les "erreurs" du FMI](#) », CADTM, 29 août 2016.

Le sale boulot de l'Eurogroupe

Depuis 2013, le FMI cherche à se défaire sur la BCE et la Commission européenne, ou plutôt en pratique sur l'Eurogroupe qui était à la manoeuvre sous l'égide de « Doc Schäuble » (comme l'appelle Varoufakis). La crise est ouverte au sein même du FMI : en mai dernier, sa direction avait proposé un plan prévoyant un moratoire sur la dette grecque jusqu'en 2040. Mais ce plan n'a même pas été discuté lors de la réunion du Conseil d'administration du 23 mai, parce que les Européens ne voulaient pas en entendre parler. D'une certaine manière, on les comprend : les institutions européennes détiennent aujourd'hui 73 % de la dette publique grecque, contre seulement 5 % pour le FMI.

C'est donc l'Eurogroupe qui fait le sale boulot en distillant les fonds au compte-goutte, en promettant un vague étalement de la dette, mais seulement quand les vraies « réformes » auront été jugées effectives. Le sort de la Grèce n'était évidemment pas l'enjeu des controverses à l'intérieur de la Troïka.. Dans cette tragique cacophonie, chacun a joué sa partition, avec un mélange de brutalité ouverte, de cynisme, de soumission, de contrition feinte et de mea culpa hypocrites. Et pour le peuple grec, c'est Charybde et Scylla.

